



**Déclaration liminaire**  
**FSU / CGT Educ'action**  
**CTA du 20 janvier 2022**  
**Académie de Poitiers**

Madame la Rectrice  
Mesdames et Messieurs les membres de ce CTA

Si nous osions, nous dirions que « le masque est tombé ». La légèreté irresponsable du Ministre Blanquer vient d'être enfin révélée aux yeux du grand public, quand nous la subissons depuis 2 ans déjà. L'épisode aura eu au moins le mérite de remettre l'éducation au centre des débats et de nous sortir des polémiques irrespirables que la campagne électorale nous infligeait jusque là, avec la complicité coupable d'un pouvoir en place, bien décidé à le rester. Le même Ministre, si prompt à l'arrogance, se confond aujourd'hui en piteuses excuses sur le lieu plus que symbolique de ses dernières vacances mais continue, sans même une pointe de honte, de se gargariser de garder les écoles ouvertes. C'est à nous, Monsieur le Ministre, que revient ce mérite, et non à vous, dont le passage à l'éducation nationale aura été aussi long que destructeur pour notre Ecole.

Mais revenons à l'essentiel : le 13 janvier dernier, les personnels de l'Education nationale, avec les élèves et les étudiants, les parents d'élèves, ont très majoritairement fait savoir leur exaspération des conditions de travail chaotiques qui leur sont faites. Ils poursuivent ce jeudi dans des actions diverses et s'inscrivent déjà, pour beaucoup, dans la journée d'action interprofessionnelle du 27 janvier prochain. Car si le ton a changé au soir du 13 janvier, ce n'est pas assez et les promesses faites doivent devenir engagements fermes.

Voilà deux ans maintenant qu'au risque de leur santé, les personnels s'efforcent de préserver les apprentissages des élèves qui leur sont confiés, sans les moyens matériels, sans les moyens humains qu'exigerait pourtant la gravité de la situation. Au déni de la réalité, à l'entêtement idéologique s'est ajouté un mépris inédit des personnels qui exigent aujourd'hui qu'on respecte leurs métiers, qu'on les respecte. Nous le disions il y a plusieurs mois déjà : ce ministre n'a plus aucune légitimité, aujourd'hui moins encore qu'hier. Prompt à s'instituer en bouc émissaire, M Blanquer peut toutefois se rassurer : ce n'est pas l'homme que nous combattons, mais l'œuvre de destruction du service public d'éducation qu'il met en œuvre.

« Nous sommes prêts » claironne le Ministre ; or, depuis deux ans que la crise sanitaire sévit, rien n'a été fait. Nos écoles, nos établissements ne sont toujours pas équipés de purificateurs, pas mêmes de capteurs de CO2.

Les personnels se paient à leurs frais les masques qui les protègent, notre employeur ayant renoncé de toute évidence à une politique de santé.

Les vies scolaires sont au bord de l'implosion ; aujourd'hui encore, les personnels de vie scolaire seront mobilisés malgré leur précarité. Les personnels médico-sociaux sont en nombre nettement insuffisant.

Quant au problème du remplacement, la crise sanitaire ne fait que l'exacerber et le mettre crûment en lumière. La gravité de la crise aurait du vous alerter. Seulement obnubilés par les chiffres et les pourcentages, vous n'entendez pas, vous n'écoutez

pas la détresse des femmes et des hommes de terrain, en l'occurrence les personnels dont vous avez la responsabilité, Madame la Rectrice.

Car ce sont bien des budgets d'austérité décrétés année après année qui génèrent ces problèmes de remplacement.

Qui d'ailleurs, jeunes ou plus âgés, sur le point d'endosser la carrière ou la quittant tout juste, serait prêt à assumer des missions de remplacement quand on sait nos métiers si mal rémunérés ? Qui aussi pour supporter une entrée aussi brutale dans le métier, puisque- terrifiant retour en arrière- la majorité des stagiaires seront affectés sur des temps complets, au mépris de la formation ?

En 5 ans de ministère, M Blanquer aura supprimé 7900 postes dans le second degré. A force de dogmes, il aura profondément déséquilibré le premier degré.

Des pans entiers de la formation ont été attaqués, à commencer par la formation professionnelle. La réforme du bac et des lycées a produit, et au détriment des élèves les plus démunis, les effets désastreux que nous craignons dès le début.

Et, au moment de préparer la rentrée 2022, alors que les élèves viennent de vivre deux années atypiques sur le plan des apprentissages, ce sont encore 34 emplois qui sont retirés au second degré ; en dépit de l'engagement des personnels administratifs durant la crise, ce sont encore deux emplois que vous supprimez ici.

Demain les travaux de préparation de rentrée débiteront dans les établissements. Déjà dans les lycées, la logique est au renoncement, renoncement de telle spécialité, de telle option. On ampute ici, on saigne là ! Les officines privées se frottent les mains et s'apprêtent à se gaver de ce que vous avez dépecé. Parcoursup en est l'exemple le plus significatif sans doute : après le méticuleux démantèlement du service public de l'orientation se déploie la logique des certifications et déjà fleurissent des concours organisés par des associations prêtes à délivrer un sésame aux élèves qui aspirent à une CPGE...

Ce budget que vous nous proposez aujourd'hui, Madame la Rectrice, vous comprendrez qu'il ne saurait nous convenir. Nous l'avons dit, répété et le dirons encore : dans l'immédiat, nous demandons l'annulation des suppressions de postes prévues à la rentrée prochaine.

Nous demandons un collectif budgétaire, un plan pluriannuel de recrutements, de tous les corps professionnels, une revalorisation immédiate et conséquente de nos salaires. Nous demandons que soient remises à plat les réformes désastreuses et profondément inégalitaires que sont Parcoursup, la réforme du bac et du lycée, de la voie professionnelle. Nous demandons que ce soit rapidement décidé le report des épreuves de spécialités en juin.